

# Déclaration du Président de la République à l'issue du Sommet du G7 au Canada.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup d'être là. Je voulais, avant que nous retrouvions les collègues non-membres du G7 pour la dernière session qui, traditionnellement, se tient pour évoquer plusieurs sujets, d'ailleurs, qui sont liés à nos travaux de ces derniers jours, avec de nombreux pays, d'autres régions, pour élargir l'échange, d'abord remercier le Premier ministre canadien pour son accueil, l'organisation de ce G7, et le grand sérieux et l'ambition qu'il a mis au cœur de ce sommet. Ce G7 nous a, en effet — j'en ai rappelé, hier, les principaux acquis, et je vous les redis, sur à la fois les questions de déséquilibres mondiaux, sur les questions de sécurité de nos chaînes de valeurs, sur les questions aussi de migration, comme de narcotrafic — nous a permis d'avancer. Et hier soir, nous avons eu des discussions géopolitiques donc à 7. Et celles-ci ont permis, là également, d'abord de consolider une position commune sur l'Iran, puisqu'un communiqué endossé par l'ensemble des membres du G7 a été publié, qui acte ce que, d'ailleurs, nous avons pu dire les uns et les autres ces derniers jours, c'est-à-dire notre volonté de ne pas voir l'Iran se doter de l'arme nucléaire, qui, en même temps, a appelé à une désescalade dans la région et à ce qu'il y ait une stabilité au plus vite, à la protection des personnes civiles et a également rappelé la nécessité d'avoir un cessez-le-feu à Gaza. Je pense que c'est un acquis de ce G7 sur une position commune.

Nous avons eu ensuite une discussion sur l'Ukraine avec le président Trump, et elle s'est poursuivie ce matin avec le Secrétaire Bessent, pour ce qui est des États-Unis, mais le Secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, et le président Zelensky nous ont rejoints. Et donc, sur le sujet de l'Ukraine, je crois que la position commune qui se dégage, c'est, d'une part, de dire qu'il nous faut renforcer les sanctions, c'est ce que les Européens ont préparé, avec des nouvelles sanctions inédites et beaucoup plus fortes, et c'est ce que les sénateurs américains préparent. Et la convergence entre nos actions, avec une très grande coordination avec le Japon, le Canada et le Royaume-Uni, est de nature, à nos yeux, à changer la donne, parce que c'est ça qui va permettre de ramener la Russie autour de la table des négociations, comme le demande le président Trump depuis le mois de février dernier. En parallèle, nous avons tous acté la nécessité de continuer de soutenir l'Ukraine et de poursuivre l'effort pour, justement, permettre à celle-ci de résister. Nous l'avons fait dans un contexte qui n'a échappé à personne, parce que la nuit dernière a été absolument terrible pour l'Ukraine, le peuple ukrainien. Kiev a été attaqué directement, plusieurs dizaines de civils sont morts, ce qui montre le cynisme complet du Président Poutine, qui utilise le contexte international pour renforcer des attaques et, à nouveau, des attaques contre des civils et qui, très clairement, agit à contrario des propos qu'il a pu avoir avec les uns et les autres ces derniers mois.

Voilà la position sur l'Ukraine que nous avons dégagée. Enfin, je veux ici dire que, après avoir remercié le Premier ministre Mark Carney et avoir fait la synthèse de nos sessions, j'ai pu annoncer que la France accueillera l'année prochaine à Évian le G7, et c'est, là aussi, une manière pour nous de poursuivre ces travaux. Et dans une ville, un département, une région qui ont montré une vraie volonté, un vrai attachement à accueillir ce grand rendez-vous international. Et je veux ici remercier tous les élus locaux qui ont été très mobilisés dans la préparation de ce travail. Ce sera pour nous une manière, comme nous l'avons fait à Biarritz en 2019, de poursuivre ce travail avec aussi des formats qui changeront, mais j'aurai l'occasion d'y revenir. Je vais maintenant répondre à vos questions.

Journaliste

Monsieur le Président, au moment où on se parle, le président Trump semble plus que jamais sur le pied de guerre en Iran, si l'on en croit plusieurs médias américains. On semble bien loin du cessez-le-feu que vous évoquiez hier, non ?

Emmanuel MACRON

Alors, écoutez, le cessez-le-feu, comme vous le dites, c'était surtout le président Trump qu'il évoquait hier. Et vos collègues, d'ailleurs, qui l'ont interviewé, comme CNN, l'ont écrit. Et quand le président Trump dit : « je dois rentrer parce qu'il y a des discussions en cours, on va parler et il faut parler » ça s'appelle des discussions, généralement, pour cesser le feu. Quand nous endossons un texte commun sur l'Iran, que j'ai là, qui a été discuté avec le Président Trump, et qui dit très clairement que l'Iran est la principale source d'instabilité, mais que nous appelons tous à la résolution de la crise en Iran, qui doit mener à une désescalade plus large des hostilités en Proche-Orient, l'intention qui est partagée, c'est quand même qu'il y ait un cessez-le-feu.

Journaliste

On a des escalades là, ce soir.

Emmanuel MACRON

Mais vous constatez, comme moi, qu'il y a sans doute eu un changement d'avis. Mais je ne suis pas responsable des changements d'avis de l'administration américaine. Et ça tombe bien parce que le Président français, il parle pour la France. Et donc hier, je vous ai dit ce que j'avais à vous dire, c'est-à-dire le président Trump nous ayant annoncé et ayant dit à la Terre entière qu'il y allait pour discuter, je trouve que c'est une bonne chose. Et je ne change pas d'avis. Et la France a une position constante, d'ailleurs à travers les années, et cette position, c'est celle que j'exprime depuis octobre 2023.

Nous sommes attentifs à la sécurité d'Israël. Nous reconnaissons le droit d'Israël de se défendre, mais comme une démocratie. Nous sommes à ses côtés quand elle lutte contre les groupes terroristes. Mais jamais nous ne partageons les actions de déstabilisation régionale. C'est pourquoi, depuis octobre 2023, la France appelle à un cessez-le-feu à Gaza. Et c'est pourquoi j'ai dit : nous ne voulons pas d'un Iran qui se dote de l'arme nucléaire ou qui ait ces capacités balistiques. Mais je pense que la plus grande des erreurs aujourd'hui, c'est de chercher, par la voie militaire, à faire un changement de régime en Iran, parce que ce sera là le chaos. Et donc la responsabilité qui est la nôtre, c'est de reprendre au plus vite des discussions pour permettre, justement, de redonner un cadre à la question nucléaire et à la question balistique.

C'est constamment ce que la France fait depuis 10 ans. Et depuis 8 ans, c'est constamment ce à quoi je me suis attaché. Je ne change pas d'avis et je ne change absolument rien de ce que je vous ai dit hier. S'il y a des dirigeants qui changent d'avis, c'est à eux de répondre de ces changements d'avis, pas à moi de les commenter.

Journaliste

Mais vous pensez que c'est ce que cherche aujourd'hui le Président Trump, un changement de régime ? Quel est le message que vous lui adressez aujourd'hui ?

Emmanuel MACRON

Mais je ne sais pas. Je ne suis pas un commentateur de l'actualité.

Journaliste

Vous êtes un interlocuteur ?

Emmanuel MACRON

Oui. Et donc j'ai dit ce que j'avais à dire. J'ai dit la même chose que ce que je vous dis au président Trump hier. Et donc je considère qu'on a besoin des États-Unis d'Amérique pour faire revenir tout le monde autour de la table. Voilà. Et je vous ai dit exactement les objectifs que nous partageons, c'est-à-dire oui à ce que l'Iran n'ait jamais l'arme nucléaire. Oui, pour contenir le nucléaire civil et l'encadrer de manière internationale. Oui, pour réduire son programme balistique. C'est ce sur quoi nous œuvrons depuis, là aussi, 8 ans. Oui, pour réduire toutes les aides aux groupes régionaux qui créent la déstabilisation depuis tant d'années. Non aux frappes sur les infrastructures énergétiques. Non aux frappes contre les populations civiles et non aux actions militaires qui conduiraient à un changement de régime, parce que personne ne sait dire ce qui vient après. Et diable, nous n'avons pas... Collectivement, nous n'avons pas vu les conséquences que ça avait dans la région et ailleurs. Est-ce que quelqu'un pense que ce qui a été fait en 2003 en Irak était une bonne idée ? Est-ce que quelqu'un pense que ce qui a été fait en Libye la décennie précédente était une bonne idée ? Non. Moi, je pense aussi à nos amis de la région en Irak, au Liban et ailleurs. Il faut les aider à réduire tous ceux qui, en effet, menacent leur sécurité, mais ils ont besoin de tout sauf du chaos. Et donc, là-dessus, la position de la France est claire, elle est inchangée, et je la réaffirme avec beaucoup de force.

Journaliste

Et pour vous, le président Trump n'agit pas cette menace d'intervention militaire directe aux côtés d'Israël, tout simplement pour inciter Téhéran à négocier ?

Emmanuel MACRON

Peut-être. Je ne sais pas, je ne le commente pas. Je dis ce que pense la France, mais je dis juste que de manière constante, le président Trump, avec qui j'ai les meilleures relations du monde — et dans son premier mandat, et aujourd'hui — il a fait une chose, c'est qu'il essaie d'obtenir la paix à chaque fois à ce qu'il dit. Et je ne l'ai jamais vu se joindre à des opérations militaires. Donc, je pense en effet qu'il essaie de mettre la pression dans cette situation. C'est sans doute ça. Mais enfin, mon rôle n'est pas de faire des spéculations ou de commenter. C'est au Président, à son administration, d'expliquer leur position, pas à moi de le faire.

Journaliste

Comment vous avez pris les critiques qu'il vous a adressé personnellement cette nuit ?

Emmanuel MACRON

Comme une péripétie. Ce ne sont pas les premières, ce ne sont pas les dernières. Il a eu des mots extrêmement amicaux, mais il a voulu remettre de l'ambiguïté dans sa position. Très bien, il a donc dit qu'il n'allait pas discuter un cessez-le-feu. Bon, ça ne m'émeut pas, parce que je le connais et parce que nous avons une relation de long terme, il a eu des mots très sympathiques lors des sessions qu'on a pu avoir, ça ne m'émeut pas. Et je pense que, d'ailleurs, dans le moment grave que nous vivons, je pense que mon rôle n'est pas de commenter des propos de ci ou de là, c'est d'expliquer ce que nous voulons, c'est d'expliquer ce que nous pouvons faire d'utile, et c'est de rappeler les priorités. Et nos priorités aujourd'hui dans la région, elles sont claires : un cessez-le-feu immédiat à Gaza, la libération de tous les otages, la reprise de l'aide humanitaire et la reprise d'un processus politique qui est le seul avenir pour Gaza, et un cessez-le-feu au plus vite en Iran, une reprise des discussions. Et les Européens sont d'ailleurs disponibles et les Européens ont cette légitimité dans le cadre de la commission de résolution prévue par le JCPOA. Voilà ce que nous souhaitons faire et ce sur quoi...

Journaliste

Il y a des Européens comme Friedrich Merz qui considèrent et qui saluent le fait qu'Israël fasse le sale boulot, entre guillemets à Téhéran, enfin en Iran. Il y a au minimum une nuance entre vous deux ?

Emmanuel MACRON

C'est normal qu'il y ait des nuances. Moi, je considère que nous ne voulons pas que l'Iran se dote de l'arme nucléaire, ça a toujours été clair, mais nous considérons que maintenant, il faut revenir à la table des discussions.

Journaliste

Monsieur Macron, on est ici en Alberta, au Canada. Encore hier, Donald Trump a fait allusion à faire du Canada le 51<sup>e</sup> État. J'aimerais savoir, selon vous, ces menaces d'annexion-là, est-ce qu'elles mettent en péril l'unité du G7 ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, ce n'est pas ce qui est ressorti de nos discussions d'hier et d'aujourd'hui, et je veux saluer le vraiment l'esprit d'engagement et de négociateur de votre Premier ministre, qui a à la fois pacifié ces débats, mais leur a donné de l'ambition et a eu une très bonne relation avec le Président Trump. Et c'est ce qu'il nous faut. Et après... Oui.

Je ne vais pas vous dire que je pense que ça va dans la bonne direction, qu'il s'agisse du Canada ou qu'il s'agisse du Groenland et donc de nos amis du Danemark. C'est pour ça que j'y étais il y a deux jours. Je pense que dans le monde où nous vivons, on a des défis immenses. Vous voyez bien : on a la guerre sur le sol européen en Ukraine. Et moi, je vais vous dire, le G7 a un rôle essentiel, et on l'a vu même ce matin, parce que, honnêtement, voir la cohésion que nous avons avec le Canada, avec le Japon, qui sont pourtant si loin géographiquement, je peux vous dire que c'est réconfortant pour les Européens, parce qu'on voit bien qu'on partage les mêmes principes, les mêmes principes d'action. Quand je vois la situation extrêmement critique au prochain Moyen-Orient, quand je vois les déstabilisations économiques que nous vivons, les tarifs, mais aussi les dépendances, on a besoin de respect, de respect. Et donc, le Canada est une grande nation, souveraine et indépendante. Elle le restera. Et elle est amie de la France et nous nous en félicitons.

Journaliste

Le départ de Monsieur Trump, quel effet que ça a eu sur les discussions, sur l'Ukraine ce matin, vu ses déclarations sur les sanctions dont ils ne veulent pas ?

Emmanuel MACRON

Alors non, je ne dirais pas ça parce qu'il a été hier très clair là-dessus. On a eu deux parties de discussion hier : une partie sur l'Iran, qui a donné à se communiquer, puis une partie sur l'Ukraine. Donc on a vraiment été dans le détail. Et d'ailleurs, on s'est coordonnés là-dessus en disant, nous, on va prendre des nouvelles sanctions très fortes, et je vous invite vraiment à regarder sur le prix du pétrole, sur, là aussi, des établissements bancaires, des sanctions secondaires, comme on les appelle techniquement.

Journaliste

Il n'a pas rencontré Monsieur Zelensky, quand même.

Emmanuel MACRON

Non, mais là, il n'a pas pu, malheureusement, parce qu'il n'était pas physiquement là, donc il ne faut pas surinterpréter la chose. Il organisera, je pense, une rencontre de manière spécifique. Mais il y a, à côté de ça, des sénateurs qui ont proposé des sanctions de même nature, qu'il y a une très grande coordination. Et hier, j'ai entendu, comme mes collègues, le fait qu'il a dit que c'est très bien si tout le monde monte les sanctions. Il ne voulait pas avancer seul, mais il considère qu'on peut avancer. Et moi, je veux surtout...je vais vous dire ce que je pense profondément, c'est que stratégiquement, ni les Américains, ni les Canadiens, ni les Japonais, ni les Européens n'ont le choix. Pourquoi ? Parce qu'on ne peut pas avoir une administration américaine qui dit chaque matin : « Ce qui se passe en Indopacifique est stratégique pour nous ». Et nous, collectivement, être faibles avec ce qui se passe en Ukraine. On n'a pas le droit à la faiblesse. Parce que quiconque sera faible en Ukraine, quiconque laissera la Russie gagner ou l'Ukraine capituler, perdra toute crédibilité pour assurer la sécurité dans une autre région, en particulier l'Indopacifique. Et donc, c'est l'intérêt stratégique américain de continuer cet effort avec nous et de le faire, comme on l'a discuté ce matin : sanctions, soutien militaire à l'Ukraine pour conduire la Russie à revenir autour de la table, ce que demande d'ailleurs le président Trump depuis février, cesser le feu et négociation d'une paix durable.

Journaliste

Vous ne craignez pas que le G7 à Évian l'an prochain se transforme en G6 ? Parce que la chaise vide de Donald Trump, c'est ce qu'on retient quand même beaucoup cette année.

Emmanuel MACRON

Je ne parlerai pas de politique de chaise vide, d'une part parce qu'il a été là, y compris sur les débats les plus importants.

Journaliste

À moitié.

Emmanuel MACRON

Et non, non, non, parce qu'il n'a manqué qu'une session du G7, à proprement parler, et surtout parce que nous avons parlé de tous les sujets, y compris lors du dîner. Donc, je pense que ce ne serait vraiment pas respectueux et juste à l'égard de la présidence canadienne de dire ça. Donc, je récusé ce terme. Ensuite, il nous appartient, nous, de continuer à régler les sujets de déséquilibre qui sont les nôtres. Et je pense, au contraire, qu'il nous faut continuer de garder l'unité et de la consolider dans le G7, mais d'engager avec des partenaires de confiance qui nous permettront de peser encore davantage. C'est ce que je vais tâcher de faire. D'ailleurs, dans la continuité de l'esprit de Biarritz en 2019, où nous avons construit ce G7 avec beaucoup de pays et où on avait eu des sessions très intenses et longues avec aussi d'autres pays qui étaient clés.

Journaliste

Monsieur le Président, Monsieur Carney est en négociation avec Monsieur Trump sur une entente commerciale. Est-ce qu'il y a un pont entre l'Europe et les États-Unis ? Est-ce qu'il y a la pensée commune qui pourrait se faire ?

Emmanuel Macron

Je peux vous dire la pensée des Européens, mais je ne m'engagerai pas au-delà. Et je pense que c'est la même volonté qu'il y a chez les Japonais, les Canadiens et les Britanniques. Je pense que nous, nous sommes convaincus. Quand on regarde aujourd'hui les déséquilibres commerciaux, je le rappelle, qui est la source de cette discussion, les déséquilibres commerciaux sont liés parfois à vos manques de compétitivité ou à des choix sectoriels qui sont faits. Cela se justifie.

Vous pouvez prendre des politiques nationales pour les réduire. Ensuite, il y a un déséquilibre commercial aujourd'hui macroéconomique qui, en fait, devrait se régler de manière intelligente. Je peux vous en donner à peu près le tableau final. Il faut que la Chine arrête de surfinancer ses secteurs économiques et son offre, et crée des surcapacités, qu'elle mette davantage d'argent sur son marché domestique. Il faut que les États-Unis aient un modèle qui soit moins en faveur de l'endettement et de la consommation. Et il faut que les Européens investissent davantage. Si on arrive à coordonner ces actions macroéconomiques, on règle une bonne partie des déséquilibres macroéconomiques non justifiés. Et vous voyez bien que ce n'est en aucun cas les tarifs. Les tarifs ne nous permettent pas de régler ces sujets.

C'est plutôt l'unité du G7 et la question des surcapacités chinoises et la coordination de nos politiques macroéconomiques. C'est ça que nous devons faire. Et donc, nous, notre souhait, c'est qu'on règle au plus vite possible les tarifs. Et si je devais vous dire ce qu'on croit, nous, c'est qu'on arrive même à un scénario où, entre les membres du G7 et les alliances dans lesquelles ils sont, c'est-à-dire, en fait : Européens, Américains, CPTPP, on arrive quasiment à zéro tarif. On peut avoir des différences, après, qui sont réglementaires, mais sur le plan tarifaire, il n'y a rien qui justifie qu'on ait des tarifs. Il faut permettre à ces économies d'être beaucoup plus intégrées. C'est ça, la philosophie, en tout cas qu'on pousse.

Intervenant non identifié

Merci beaucoup. Merci à tous.

Journaliste

Est-ce que Monsieur Carney a réussi, selon vous, à faire la démonstration d'unité qu'il voulait faire, étant donné les commentaires de Monsieur Trump ?

Emmanuel MACRON

Moi, je dirais oui. D'abord parce que ça fait peu de semaines qu'il est en charge, qu'il a récupéré ce G7. Et encore une fois, on a 7 textes qui sont validés par ce G7, en plus du communiqué final. Un texte sur l'Iran qu'on a fait hier qui est très important, il ne faut pas le sous-estimer. Et ces 6 textes, en particulier sur les minerais critiques, il y a un texte très important qui permet de bâtir une alliance entre nous et qui sera élargie, d'ailleurs, à quelques-uns. Et donc, c'est vraiment un point important, et il a réussi à garder cette unité. On ne pouvait pas régler tous les sujets. Je veux dire, il ne faut pas non plus demander à la présidence canadienne de régler tous les sujets de la terre.

Aujourd'hui, ce serait injuste. Mais il a tenu le groupe ensemble, il l'a fait avec son élégance et sa détermination qui le caractérisent. Je le connais depuis plusieurs années, il ne s'en départit jamais et il a réussi ce G7, je peux vous le dire. J'ai un dernier point pour vous dire simplement que, évidemment, au-delà de ce qu'on a dit de la crise, j'ai demandé aux ministres de continuer à veiller à la sécurité de nos ressortissants, de nos équipes diplomatiques et de nos bases militaires dans la région, dans le contexte qui est le nôtre, de poursuivre l'action. Et donc plusieurs annonces ont été faites par le ministre, le centre de crise du Quai d'Orsay, je le remercie, avec nos ambassades à Téhéran et Tel-Aviv, et je le remercie beaucoup, continue l'action.

Et puis, plusieurs dispositions militaires ont été prises aussi pour la sécurité de nos bases, de manière tout à fait classique et non escalatoire. Et dès que je serai revenu en France demain, je tiendrai un conseil de sécurité et de défense à 16 heures pour pouvoir faire le point sur tous ces sujets : la sécurité de nos ressortissants, l'adaptation à l'évolution de la menace et d'éventuelles initiatives complémentaires à prendre.

Journaliste

Merci.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup.